



## Communiqué FNEC-FP-FO

suite au CHSCTA du 29 mai 2020

Une nouvelle fois, l'administration a profité de la crise sanitaire pour remettre en cause le droit syndical et poursuivre la casse de toute la réglementation protégeant les personnels de l'Education Nationale.

Un recteur qui s'autofélicite des bonnes conditions de reprise (sic), des propos mensongers attribués aux représentants syndicaux, un refus catégorique de répondre à plusieurs questions...

Le flou le plus total persiste sur de nombreux points.

**ASA garde d'enfants** : pas de réponse claire, le rectorat n'a pas de nouvelles consignes. Il suppose que les dispositions actuelles sont maintenues au moins jusqu'au 5 juin, date de la prochaine réunion avec la DGRH.

**ASA personnels à risque** : comme indiqué dans le courrier envoyé sur les boîtes académiques, elle est automatiquement renouvelée jusqu'aux vacances d'été, sauf si l'agent s'y oppose. Concernant les personnels anxieux à l'idée de reprendre, il ne sera a priori plus possible d'obtenir une mise à distance sauf cas très exceptionnels. Dans tous les cas, il faut consulter au préalable votre médecin traitant et seulement si nécessaire la médecine de prévention.

**Accueil des élèves à partir du 2 juin** : le recteur a refusé de répondre à la question « Que se passe-t-il si les élèves qui se présentent à l'entrée des établissements le 2 juin sont trop nombreux ? » Alors que nous savons que certaines écoles sont déjà au maximum de leurs capacités d'accueil, pour le Recteur, il n'y a pas de problème : il existe des m<sup>2</sup> non utilisés dans chaque école, on sait très bien qu'en juin les élèves font l'école buissonnière et s'il y a vraiment des soucis, il faut faire éclater les groupes classes en privilégiant tant de groupes / niveau. Mépris des personnels qui travaillent dans des conditions dégradées, non-respect du protocole sanitaire national, remise en cause de nos statuts en nous attribuant des élèves qu'on ne connaît pas... L'administration se défait de ses responsabilités et renvoie tout sur les acteurs locaux.

**Présentiel / distanciel** : dans un premier temps, le recteur reconnaît que les enseignants ne doivent pas s'épuiser à faire des doubles journées et que le présentiel doit être privilégié. Mais quand on lui expose des cas concrets, notamment dans de petites structures, le statut vole de nouveau en éclats : ce serait aux personnels en distanciel de prendre en charge en plus de leurs classes, celles des collègues en présentiel !

**EPI** : l'administration reconnaît un manque de protections individuelles, notamment pour les infirmiers et les AESH mais ne propose pas pour autant de solutions adaptées. Ils y réfléchissent...Trois semaines après la reprise, il serait plus que temps d'avoir des réponses ! Et ce ne sont pas les seules visières éventuellement envisagées qui vont protéger correctement les personnels exposés.

### Avis FO sur le 2S2C

Le CHSCTA se prononce pour le retrait du 2S2C. Le Ministre Blanquer entend généraliser ce dispositif, soit disant prévu pour faire face à la crise sanitaire, qui prévoit la mise en place d'activités prises en charge par les municipalités sur le temps scolaire, en lieu et place des cours. Ce dispositif vise à transférer les cours d'EPS, d'arts plastiques et d'éducation musicale dispensés par des professeurs de l'Education Nationale à des intervenants extérieurs. Le CHCSTA ne cautionnera pas ce désengagement de l'Etat, ni la territorialisation de l'Education Nationale.

POUR : FO-FSU-UNSA

### Avis FO sur le distanciel

Le CHSCTA demande qu'il ne soit pas donné suite à la proposition de loi de la députée Frédérique Meunier visant à rendre obligatoire l'enseignement numérique distanciel dans les lycées, collèges et écoles élémentaires.

POUR : FO-FSU-UNSA